

IRAN – PAKISTAN - INDE : le « pipeline de la paix » verra-t-il le jour ? [1/2]

Le gazoduc Iran – Pakistan – Inde (IPI), un... serpent de mer énergétique au cours incertain ? Le projet IPI est une ambitieuse entreprise interrégionale associant l'Asie de l'ouest, ses ressources en gaz et l'Asie méridionale. Une démarche ambitieuse donc, esquissée dès le milieu des années 90 ; mais compliquée. Du point de vue de la rationalité énergétique pure, l'idée de puiser dans les abondantes réserves iraniennes (2^{èmes} mondiales) pour alimenter le sous-continent indien (l'Inde, 4^{ème} consommateur mondial d'énergie) semble pétrie de bon sens. Une douzaine d'années plus tard, avec un baril de pétrole au cours élevé et incertain (60 \$ le baril de *brent* aujourd'hui ; 78 \$ un semestre plus tôt), des consommateurs aux besoins exponentiels (la Chine engloutit quotidiennement 7,3 millions de barils ; l'Inde et le Japon 3 et 5,3 millions), le recours à d'autres ressources, abondantes, moins onéreuses et respectueuses de l'environnement, est plus que jamais d'actualité : le gaz naturel en est la pierre de touche. Mais entre les évidences économiques et écologiques, contingences politiques et agendas diplomatiques contrariés s'immiscent volontiers.

En revenant sur le devant de la scène énergétique au tournant du Millénaire, le projet IPI se heurta à un obstacle de taille : l'antagonisme indo-pakistanaï. Alternant depuis la partition du sous-continent (1947) entre le médiocre et le fébrile, les relations New Delhi / Islamabad traversent fin 2001 (attentat contre le Parlement indien) une terrible phase de tension ; en 2002, tous les ingrédients d'un 4^{ème} conflit sont réunis [1 million d'hommes des 2 côtés de la frontière] ; une dimension nucléaire tactique est même évoquée. Fort heureusement, à la tension succéda en 2004 la raison ; à l'initiative du 1^{er} ministre indien A.B. Vajpayee et du chef de l'Etat pakistanais P. Musharraf, les diplomates prennent le pas sur les tentations guerrières. Salué par la communauté internationale, un chapitre de détente bienvenu s'entrouvre. L'Inde et le Pakistan engagent alors un « dialogue composite », somme de tous leurs [nombreux] différends bilatéraux : dont l'incontournable sort du Cachemire. A défaut d'oublier un demi-siècle de mésentente et d'incompréhension, la période est à l'engagement constructif. Le projet IPI et ses dividendes multiples reviennent à point nommé.

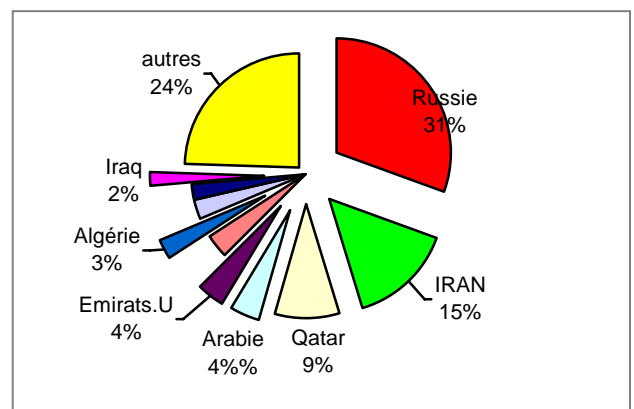
Un transit sujet à caution. Pourtant, tout bien pensé qu'il soit, – on vous le dira sans détour à Delhi...-, ce gazoduc associant un vendeur (Iran) et deux acheteurs (Pakistan ; Inde), souffrirait d'une faiblesse structurelle : son transit par le *pays des purs*. Sur les 2700 km s'étirant des champs gaziers de South Pars au gourmand destinataire indien, 705 km de territoire pakistanais. Si pour les économistes et les partisans d'un rapprochement indo-pakistanaï l'opportunité du gazoduc IPI ne se discute pas, il en va différemment pour l'establishment indien, échauffé par des décennies de déceptions diverses. « *Au nom de quoi, de quel précédent sérieux, devrions-nous remettre la sécurité de notre approvisionnement énergétique, cette nécessité vitale, dans les mains de notre pire ennemi ? Le risque est grand qu'Islamabad, par un brusque revers de fortune, ne nous prenne en otage en coupant les vannes, ce contre quoi nous ne pouvons aucunement nous prémunir avec certitude* » tonne un chercheur indien.



Gazoduc IPI : quelques repères

Longueur	Dont	Iran :	2670 km 1115 km
		Pakistan :	705 km
		Inde :	850 km
Coût	Dont	Iran	7,2 milliards \$ 4 milliards \$
		Pakistan	2,6 milliards \$
		Inde	0,6 milliard \$
Début des travaux	Septembre 2009 (Pakistan) Déjà entrepris en Iran		
Fin des travaux	Septembre 2011 (Pakistan) Septembre 1014		
Livraison gaz	Juin 2014		
Type	2 gazoducs de 56 pouces de diamètre		
Débit	2,1 BCFD (<i>billion cubic feet per day</i>) (Pakistan) 3,2 BCFD (Inde)		
Durée	30 ans [signé Iran & Pakistan]		
Réserves gaz naturel	Iran	944 TCF (<i>trillions cubic feet</i>)	
	Pakistan	28 TCF	
	Inde	38 TCF	
Conso. Gaz naturel	Inde	1 100 BCF	
	Pakistan	970 BCF	
% gaz naturel conso. énergie	Inde	7 %	
	Pakistan	50 %	
Exportation d'hydrocarbures (Iran)	représente : 80-90 % du total des exportations : 40-50 % du budget national : 47 milliards US \$ en 2006		

Réserves mondiales de gaz naturel
[% du total]



IRAN – PAKISTAN - INDE : le « pipeline de la paix » verra-t-il le jour ? (2/2)

Il est vrai qu'au-delà de tout optimisme lié à la détente actuelle (ce n'est du reste pas la 1^{ère}...), rien n'interdit d'envisager l'hypothèse évoquée plus haut. Par ailleurs, au-delà de toute velléité politique – bonne ou moins charitable – prêtée au gouvernement pakistanais, il n'est qu'à regarder combien sont exposées à la menace terroriste les installations gazières pakistanaises – malgré les déploiements de soldats – pour se convaincre de l'extrême exposition du voisin indien. Depuis qu'une insurrection secoue (à nouveau) la province du Baloutchistan (« riche » en gaz naturel), il n'est pas une semaine sans qu'un gazoduc, un pipeline, ne fasse les frais d'un sabotage, d'une explosion, de dégradations provoquant une énième interruption de fourniture. A la place des IPI-sceptiques, on serait échaudé à moins. Islamabad – qui au passage profiterait annuellement de 200 à 600 millions de \$ de droits de transit – a fait savoir qu'en cas de désistement indien, le projet conservait à ses yeux sa pertinence, fut-ce à deux.

Un projet dénoncé par Washington. Les anti-IPI ne se comptent pas uniquement dans la patrie de Gandhi ; aux Etats-Unis, pays entretenant avec l'Iran des relations pour le moins tendues, le projet n'a pas bonne presse. Sa réalisation irait à l'encontre de la politique de *containment* prônée par Washington ; elle amenuiserait considérablement le poids des sanctions, offrirait au régime iranien une « vitrine » diplomatique réussie et des retombées financières dont l'industrie des hydrocarbures, dans un état de sous-investissement depuis 20 ans, a terriblement besoin. Dans ce contexte d'extrême animosité (dossiers nucléaire, irakien et afghan), l'opposition américaine au projet IPI prend toute sa dimension. Au point de brandir la menace de l'arsenal législatif US (US Iran-Libya Sanction Act) pour qui – acteur public ou privé – y prendrait part.

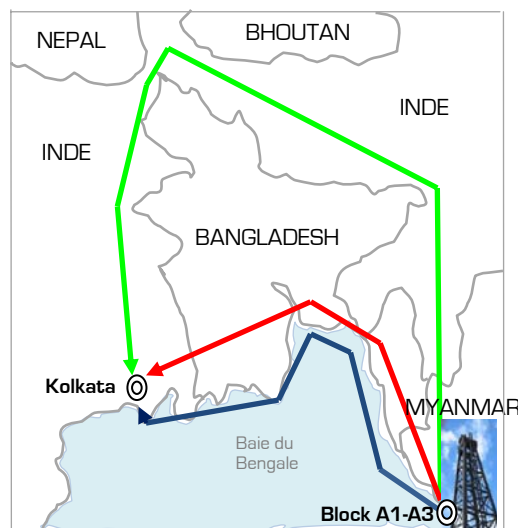
La puissante Amérique nourrit depuis peu de grandes ambitions pour l'autre « *plus grande démocratie du monde* », l'Inde. Négocié en dehors de tout précédent historique par l'administration Bush pour satisfaire la croissance de la demande énergétique (et l'égo politique) de son nouvel allié stratégique, l'accord indo-américain sur la coopération dans le nucléaire civil est en passe d'être validé par les instances parlementaires américaines et le club des fournisseurs nucléaires. Un tour de force (un véritable coup de canif au régime international de non-prolifération nucléaire) qui n'a pas vocation à se doubler d'un accord sur la fourniture de gaz naturel ... surtout si ce dernier profite à une nation de « l'axe du mal »... En murmurant l'été dernier à son *allié stratégique* qu'un vote de sanction contre l'Iran serait souhaitable, Washington a déjà fait état de sa capacité de persuasion, nonobstant les réactions indignées de la population indienne, très attachée à l'indépendance de sa politique étrangère.

Le juste prix. En mars 2007, alors que les groupes de travail multiplient les réunions à Téhéran, Islamabad ou New Delhi, que l'on s'interroge encore sur les véritables intentions indiennes (participera, participera pas ?), les discussions achoppent sur un « détail » d'importance : le prix de livraison du mètre cube de gaz. En effet, la demande iranienne excède de loin ce qu'Indiens et Pakistanais, pour une fois d'accord, consentiraient à payer. Le recours à un expert indépendant pour évaluer ce « juste prix » n'a pas encore convaincu l'ensemble des parties. Avant son éventuelle entrée en service à l'horizon 2014, gageons que ce coûteux projet (7 milliards \$), fédérateur et emblématique, connaîtra plus d'un retournement ; pour le meilleur comme pour le pire.

Olivier Guillard
Directeur de Recherches ASIE



Une alternative encouragée par les Etats-Unis : le gazoduc TAPI (Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde)



Projets de gazoducs Myanmar - Inde : avec ou sans le Bangladesh ?

Inde, Chine et gaz naturel : des besoins colossaux

(en Tcf)

